

COMMUNICATION, TECHNOLOGIE
ET DÉVELOPPEMENT

APPEL A COMMUNICATION

CALL FOR PAPERS

CONVOCATORIA PARA LA PUBLICACIÓN DE ARTÍCULOS

TIC ET MOBILISATIONS ICT AND MOBILIZATION TIC Y MOVILIZACIONES

NUMÉRO COORDONNÉ PAR

Tourya Guaaybess (Tourya.GUAAYBESS@univ-bpclermont.fr)

et Nicolas Pélissier (nicolas.pelissier@unice.fr)



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Université
**BORDEAUX
MONTAIGNE**

• Chaire UNESCO
• en pratiques émergentes
• en technologies et communication
• pour le développement

<http://www.comtecdev.com>

TIC ET MOBILISATIONS

Sans céder au déterminisme technologique qui distingue l'espace social de son avatar numérique, sans verser dans l'enthousiasme des tenants d'une « révolution web 2.0 », il devient difficile d'ignorer la place croissante des technologies de l'information et de la communication dans les économies en développement. Mais si la production académique sur la pratique des TIC dans ces pays est abondante, elle se fait plus rare sur la thématique de ce numéro, centré sur les liens entre TIC et mobilisations. Il s'agit ici d'interroger la place et les usages des médias numériques (notamment internet et téléphonie mobile) dans le contexte de mouvements sociaux ou de protestations populaires.

Les mouvements insurrectionnels en Europe Centrale et Orientale qui ont précédé et préparé la chute du mur de Berlin, les soulèvements en Iran en 2009 et plus récemment ceux liés au « Printemps arabe » ont démontré que les médias pouvaient être des espaces d'information et d'expression des opposants aux autorités officielles. La littérature spécialisée la plus récente sur les médias et les mobilisations (voir notamment les travaux d'Eric Neveu et Fabien Granjon) donne des clés précieuses pour appréhender les différents types de mouvements sociaux et leur lien avec les médias. Ce numéro de Communication, Technologies et Développement se propose de les rapporter à la situation des pratiques contemporaines des TIC, de leur apporter une cohérence théorique et de confronter des terrains différents pour relever les spécificités et les invariants des usages des TIC dans les périodes de crise sociale.

Selon nombre d'experts, les technologies d'information et de communication ne sont pas tant les acteurs que les instruments au service de dynamiques sociales et de mouvements enracinés dans les sociétés. Il n'empêche : leur présence et leur puissance d'action en tout lieu et à chaque instant placent les médias numériques au centre des nouvelles stratégies d'action publique.

Ainsi, les événements politiques et médiatiques liés aux grandes mobilisations à travers le monde de cette dernière décennie ont eu cela de troublant qu'ils ont rendu plus visibles que jamais des cyberactivistes expérimentés, non seulement en Europe ou aux Etats-Unis mais aussi dans des pays où beaucoup ne les attendaient pas. En réalité, les nouveaux outils d'information-communication ont été, partout à la fois, associés à des pratiques locales et à un principe universel de liberté, d'émancipation et de partage, à un « imaginaire d'Internet » qui transcende les systèmes de valeurs spécifiques pour les accommoder à des mouvements d'émancipation et à une contreculture faite de bricolages, d'innovations, de témérité, d'insoumission, d'hybridation culturelle.

Notre objectif n'est pas de contribuer au mythe de TIC libératrices des contraintes sociales, géographiques et politiques qui pèsent sur les individus, ni de verser dans la représentation dichotomique de mobilisations vertueuses qui feraient face à des autorités malfaisantes et déconnectées. Les TIC sont aussi les instruments contre-révolutionnaires au service d'acteurs économiques hégémoniques ou d'Etats par ailleurs gestionnaires des infrastructures et contrôlant les opérateurs techniques (fournisseurs d'accès, entreprises nationales de télécommunications, etc.). L'ancien régime de Ben Ali, par exemple, obéissait à des injonctions paradoxales : d'un côté, il faisait partie de ces Etats qui utilisaient les NTIC à des fins de contrôle en réprimant sévèrement les cyberactivistes les plus téméraires ; de l'autre, il était à l'origine de l'accès aux TIC d'une grande partie de la population tunisienne.

Il n'en demeure pas moins que les technologies numériques encouragent et renouvellent la participation politique. Désormais, des individus et des groupes s'organisent et prennent leur destin en main. Deux types d'actions citoyennes peuvent illustrer cet empowerment : le cyberjournalisme propre au web participatif et les Fablabs.

Emergeant en Afrique comme partout dans le monde, organisés en réseau transnational parfois, ces derniers sont des espaces ouverts et collaboratifs pour la fabrication d'objets via les outils numériques. A l'instar du « WOE-Lab » à Lomé, le FabLab est un espace d'innovation partagée où s'élabore au quotidien de nouvelles approches de la collaboration productive vertueuse. Ces expériences fabriquent du lien social et structurent par le bas des mobilisations sociales organisées et pragmatiques.

I – Mobilisations et TIC au service du développement : une opportunité pour réactualiser d'anciens paradigmes

L'objectif de ce numéro est l'étude des mobilisations dans différents pays pour en relever les principales caractéristiques, les généalogies et tenter d'en dresser une typologie, tant les mobilisations revêtent différentes formes. Crises politiques, révolutions, révoltes populaires, mouvements sociaux sont autant de termes dont il conviendra de limiter les contours pour les analyser à l'aune de l'usage des TIC. Dans quelle mesure les médias numériques sont-ils des instruments de mobilisation ? Doit-on penser qu'ils en sont plutôt les acteurs ? Quels sont les degrés de dépendance des pratiques technologiques aux différents espaces sociaux ?

Traiter du concept de mouvement social à travers le champ d'investigation fécond que constituent les TIC permet de réactualiser par une approche critique le paradigme de « médias et développement ». En effet, les médias étaient considérés comme de formidables outils de modernisation et de transformation sociale : n'attribue-t-on pas aujourd'hui ces vertus aux réseaux numériques ?

Comment penser l'articulation des TIC avec les médias traditionnels, autrement dit la « confluence médiatique » ? Au moment où les cyberactivistes organisés en réseaux transnationaux ignorent les frontières des Etats-Nations via les diasporas, comment repenser, voir redéfinir les rapports dits « Nord/Sud » ?

Dès lors, comment mieux penser la fracture numérique ? L'accès aux outils tend à se généraliser mais le facteur d'exclusion majeur n'est-il pas le manque d'éducation aux médias numériques et à internet ? Les Fablabs qui se développent en Afrique, mentionnés plus haut, sont-ils les signes avant-coureurs d'un rééquilibrage de l'accès aux outils numériques ? La ligne de partage distingue les « agiles du Net » de ceux qui souffrent d'« illettrisme » ou « d'incapacité pratique » (Laulan et Lenoble-Bart) face aux médias numériques. Est-ce à dire que les mobilisations du web participatif et des TIC engendrent de nouvelles castes ?

II- Mobilisations, TIC et temporalités

Les TIC, à l'inverse de la plupart des médias plus anciens, sont des outils de l'immédiateté, voire de l'urgence et de l'interaction en temps réel. Dès lors, ils construisent, quand ils ne les imposent, de nouvelles temporalités des mouvements sociaux. L'usage des médias numériques peut servir à : avant la mobilisation, appeler à se réunir des groupes d'individus ; pendant la mobilisation, insuffler des messages et alimenter la machine contestataire ; enfin, après la mobilisation, donner un cadrage interprétatif aux événements. Comment s'articulent ces trois moments ?

Les mouvements de protestations constituent parfois une réaction conjoncturelle à, par exemple, une décision venue du sommet (à l'instar des manifestants Brésiliens en 2014 contre la tenue de la Coupe du Monde de football dans la capitale) ou traduire un malaise récurrent, plus structurel qui éclate au grand jour.

Enfin, ne peut-on pas parler de choc de temporalités, dès lors que le temps de la pensée et de l'action politiques se heurte à celui de la rapidité et de l'éphémérité d'un tweet ?

III- TIC et Mobilisations : entre expressions citoyennes collectives et expressions des identités individuelles

Les usages des TIC traduisent des revendications diverses, portées par des acteurs aux identités plurielles.

Les territoires des mobilisations ne sont pas toujours tangibles, leur géographie est souvent fluide. A l'heure des communautés et des réseaux numériques, les contours de ces territoires réels et symboliques reposent davantage sur des acteurs ancrés ou non dans un espace précis. Les motivations des opposants, des insurgés, des activistes du numérique peuvent s'inscrire ou non dans le cadre des Etats-Nations : l'opposition canonique à des régimes autoritaires, si elle est centrale et mérite qu'on s'y arrête, n'est pas la seule cause de mobilisation. D'autres raisons prévalent et qui vont de pair avec l'élargissement de l'espace public rendu possible par les TIC. Elles sont liées à des revendications identitaires ou catégorielles (soulèvement de minorités sexuelles, de groupes ethniques, religieux ou laïcs, des avocats, des jeunes diplômés, etc.) et des protestations pour une meilleure redistribution des ressources. Se dessinent ainsi de nouvelles opinions publiques, nationales ou internationales, incarnées par des manifestants mus par une même cause.

Ainsi les TIC permettent une palette infinie d'expressions politiques et culturelles. D'une part, le cyberjournalisme correspond à une rupture dans l'histoire du journalisme,

spécialement dans des pays où les organes d'Etat constituaient les principales sources d'information. Comment définir dans différents contextes la place du « journaliste citoyen » ? Les usagers des TIC, à la fois producteurs et publics, font preuve de créativité, d'inventivité, d'une capacité à détourner les modalités d'usage des outils numériques pour, au bout du compte, créer du lien social. Photos, dessins, textes, vidéo... circulent de réseau en réseau, élargissent l'espace public, l'enrichissent en autant d'espaces d'échange. L'expression citoyenne et l'expression de soi y renouvellent de ce fait les identités collectives.

Date limite de soumission des textes : 1er mars 2015

Les propositions d'articles (4000 caractères espaces compris) sont à envoyer **avant le 30 janvier** à Tourya Guaaybess (Tourya.GUAAYBESS@univ-bpclermont.fr) et Nicolas Pélissier (nicolas.pelissier@unice.fr)

Les articles seront soumis à une double évaluation par deux experts anonymes.

Langues acceptées : français, anglais, espagnol, portugais, arabe, swahili.

Le volume des articles est de 35000 signes, espaces, bibliographies, résumés et mots clés compris. Tout article est précédé par un résumé traduit dans une langue autre que celle de l'article. La taille de ce résumé est de 20 lignes. Il est à composer en Times corps 9 italique, interligné 11 points.

ICT AND MOBILIZATION

Today, social mobilization is associated with the use of ICT, and the Arab Spring of 2010-2011 is one of its luminous illustrations. Without yielding to the technological determinism which distinguishes the social space from its digital avatar and without lapsing into the enthusiasm of the followers of 'a web 2.0 revolution'; one cannot ignore the growing significance of ICTs, notably in developing countries where they enhance the methods of political and social participation (Manga Edimo, Kiyindou). If the literature on ICT practices in these countries is abundant, it is more unavailable on the subject of this edition: ICT and Mobilization, which is to say, the place and usage of digital media (Internet, mobile telephony) within the framework of social and popular protest movements.

The insurgent movements in Eastern Europe, before the fall of the Berlin Wall, the 2009 uprisings in Iran (Kamali-pour), not to mention those which have more recently embroiled the Arab countries (Najar), have shown that media could be platforms for information and expression for opposition to official authority. More recent theoretical literature on media and mobilization (Cardon and Fabien, Blum, Neveu 1999) provide the valuable keys for grasping the different types of social movements in relation to media. This edition of *Communication, Technologies and Development* proposes to outline the situation of contemporary ICT practices for development, to render a theoretical coherence on this perspective and to bring the different fields face to face in order to uncover the specificities and the non-variables of ICT usage in times of social crises.

For many, ICTs are not so much actors themselves, but rather tools put to the service of social dynamics and social movements implanted in societies (Ben Nefissa and Destremau). Nevertheless, their presence and their ever present power of action at any given time put digital media at the centre of every action plan. Therefore, the political and media events (Arcquembourg, Lochard and Mercier) which have been featured in worldwide mobilization in the last decade are disturbing as they have made seasoned online activists more visible than ever (Proulx, Rueff et Lecomte); not only in Europe or in the United States but also in countries where they are least expected. In reality, the Internet and the new communication tools are all at once associated with local practices and the universal principle of freedom, emancipation and the

new communication tools are all at once associated with local practices and the universal principle of freedom, emancipation and the sharing of 'an imaginary Internet world' (Flichy) which transcends specific value systems to adapt them to the purposes of emancipation movements and to a counterculture made up of bricolages, innovations, temerity, rebelliousness and cultural hybridization. This is the case in periods of stability as well as in times of crises and social uprisings. It is obviously out of the question to give in to the mythology of the liberating ICTs, removing social, geographic and political constraints which weigh down on individuals. It is also out of the question to venture into the dichotomous representation of virtuous mobilizations which would have to tackle destructive and disconnected authorities.

Information and communication technologies are also counter-revolutionary instruments (Morozov) just like economic players, or even States which manage infrastructure and control technical operators (service providers, national telecommunications companies, etc.). For example, the former Ben Ali regime conformed to some paradoxical injunctions: this regime was among those states which used NICT as tools of surveillance and control, thus repressing the more imprudent online activists. However, this regime was also at the origin of the move to grant ICT access to all (Touati).

The fact of the matter is that ICTs encourage and renew political participation. From this point forward, individuals and groups organize themselves and take their destiny into their own hands.

Two kinds of civic actions can illustrate this empowerment: Internet journalism specific to participatory Web (Pélissier) and Fablabs (abbreviation for Fabrication Laboratory). Emerging from Africa as well as other parts of the world, and sometimes organized as a transnational network, Fablabs are open and collaborative work spaces aimed at the creation of objects via digital tools. Similar to the fablab 'WoeLab' in Lomé, FabLab is "a shared innovative work space where there is daily development of new approaches towards virtual productive collaboration" ('WoeLab'). These experiences are created by a social link and are constructed through organized social and pragmatic mobilizations.

I- Mobilizations and 'ICT for Development' : an opportunity to update old paradigms

The aim of this edition is to start up mobilizations in different countries with the purpose of uncovering the main characteristics, and genealogies in order to attempt to draft a typology, since mobilization assumes various forms. Political crises (Dobry), revolutions, rebellions and social movements (Neveu) are all terms which will suitably limit the borders for analysis with regards to the usage of ICT. To what extent are digital media instruments of mobilization? Should one consider that these are more so actors? What is the extent of the dependence of social movements on ICT today in different social settings? To deal with the concept of social movement via the fertile field of research, which ICT comprise, allows for critically updating the 'media and development' paradigm. Indeed, media were considered as tools of modernization and social transformation (Lerner). Have not these virtues been attributed to digital media today?

How do we consider the structure of ICT alongside traditional media, otherwise called 'mediatized convergence' (Guaaybess, 2012)? At a time when Internet activists form transnational networks and ignore the borders of nation states, - via the diaspora (Kiyindou and Miéré Pélage, Granjon), or in order to work for a common cause – how do we then reconsider, and even redefine so-called 'North-South' relations?

Within the context of mobilization, how do we analyze the digital divide? The access to digital tools tends to be generalized but isn't the major factor of exclusion a lack of digital media and Internet education? Are the above-mentioned Fablabs, currently being developed in Africa, forerunners of a rebalancing of the access to digital tools? The dividing line distinguishes Internet savvy people from those who suffer from 'inelectronism' (Laulan 2006, Laulan and Lenoble-Bart 2014) or 'practical incapacity' where digital media usage is concerned (Cardon and Granjon). Is this therefore a statement that the mobilizations of participatory web and ICT have their own caste systems?

II- Mobilisations, ICT and Temporality

Information and communication technologies, unlike traditional mass media, are media of immediacy, urgency, and real time interaction. As a consequence, even without intending to, they lead to new temporalities in social movements. The usage of digital media can incite individual groups before mobilization, inspire messages, feed the oppositional machine during the mobilization, and provide an interpretative framework after the mobilization process. How are these three instances articulated?

Sometimes the protest movements comprise, for example, a convergent reaction to a high-level decision (for instance, the 2014 Brazilian demonstrations against the staging of the football World Cup in the capital); or translate into a more recurrent structural malaise which ultimately comes to light.

Finally, can we speak about "time shock" since the time dedicated to reflection and political action suffers at the hands of the swift and ephemeral tweet?

III- ICT and Mobilizations : between collective civic expressions and the expressions of individual identities

ICT usage translates into diverse claims, borne by participants of plural identities. The territories from which mobilization participants come are not always tangible, their geographies are more seamless. In a time of digital communities and networks, the borders of these symbolic and real territories increasingly rely on players rooted, or not, in a specific space. The motivations of the oppositions, insurgents and activists of this digitization can implant themselves within the framework of the nation states (Badie, 1995): the canonical opposition to the authoritarian regimes - if it is central and requires an end – is not the only cause for mobilization.

There are other prevailing reasons which go well with the enlargement of the public space made possible by ICT (Cardon and Granjon). These reasons are linked to identity or class claims (e.g. uprisings by homosexuals, ethnic groups, religious or secular groups, advocates or young graduates, etc.), just like the claims for a better redistribution of resources. This could also concern public opinions, or national and international ones (Badie, 2005), represented by protestors motivated by a common cause.

Thus, ICT provides a never-ending range of political and cultural expressions. On one hand, Internet journalism corresponds with a rupture in the history of journalism, especially in the countries where state agencies make up the main sources of information. How can one define the position of the "citizen reporter" within different contexts? ICT users, playing simultaneous roles of producers and audience, are witnesses of creativity, ingenuity, a capacity to distort the usages of digital tools in order to ultimately create a social link. Pictures, drawings, texts, videos... circulate from network to network, enlarge and enrich the public space, as much as spaces of exchange. Citizen opinion and self-expression renew collective identities.

I-Deadline for submission: 1 March 2015

Article Proposals: 4000 characters, spaces included (should be sent no later than **30 th January** 2015 to Touriya Guaaybess (Tourya.GUAAYBESS@univ-bpclermont.fr) and Nicolas Pélissier (nicolas.pelissier@unice.fr).

The articles will undergo a double evaluation process by two anonymous experts.

Accepted languages: French, English, Spanish, Portuguese, Arabic and Swahili.

The volume of articles is 35000 characters inclusive of spaces, bibliographies, summaries and key words. Each article should be preceded by an abstract in a language other than that of the said article. This abstract should be limited to twenty lines. It should be typed using italicized Times font size 9 and an 11 point line spacing.

TIC Y MOVILIZACIONES

Las movilizaciones sociales están hoy asociadas con el uso de las TIC, las revoluciones árabes de 2010-2011 son una brillante ilustración. Sin ceder al determinismo tecnológico que distingue el espacio social de su avatar digital, y sin caer en el entusiasmo de los partidarios de una «revolución de la Web 2.0», no se puede ignorar la creciente importancia de las TIC, especialmente en los países en desarrollo donde se renuevan y enriquecen las formas de participación políticas y sociales (Manga Edimo, Kiyindou). Si la literatura sobre la práctica de las TIC en estos países es abundante, es más rara sobre la temática de este número: TIC y Movilizaciones, es decir, el lugar y los usos de los medios digitales (internet, telefonía móvil) en el contexto de los movimientos sociales o de las protestas populares.

Los movimientos de insurrección en Europa del Este, antes de la caída del muro de Berlín, los levantamientos en Irán en 2009 (Kamalipour), sin hablar de los que han estallado recientemente en los países árabes (Najar), han demostrado que los medios de comunicación podrían ser espacios de información y de expresión de los opositores a las autoridades oficiales. La literatura teórica más reciente sobre los medios de comunicación y las movilizaciones (Cardon y Fabien, Blum, Neveu 1999) dan claves valiosas para entender los diferentes tipos de movimientos sociales y su relación con los medios de comunicación. Este número Comunicación, Tecnología y Desarrollo se propone informar sobre la situación de las prácticas contemporáneas de las TIC para el desarrollo, aportar una coherencia teórica en esta perspectiva, y confrontar diferentes campos para integrar las especificidades y las invariables de los usos de las TIC en periodos de crisis sociales.

Para muchos, las TIC no son los actores sino los instrumentos al servicio de dinámicas sociales y de movimientos arraigados en las sociedades (Ben Nefissa y Destre-mau). Eso no impide que su presencia, su poder de acción en todas partes y en cada instante sitúan a los medios digitales en el centro de toda acción estratégica. Así los acontecimientos políticos y mediáticos (Arcquebourg, Lochard y Mercier) que constituyen las movilizaciones en todo el mundo, en la última década han provocado perturbaciones que han hecho más visibles que nunca a los cyberactivistas más experimentados (Proulx Rueff y Lecomte), no sólo en Europa o Estados Unidos sino también en países donde no se esperaban.

En realidad Internet y las nuevas herramientas de comunicación están en todas partes, a la vez asociadas con prácticas locales y a un principio universal de libertad, de emancipación y de compartir un « imaginario de internet » (Flichy), que trascienden los sistemas de valores específicos para dar cabida a los movimientos de emancipación y a una contracultura hecha de mezclas, de innovaciones, de astucias, de insubordinación, de hibridación cultural. En periodos de estabilidad, como en tiempos de crisis y de levantamientos sociales. No hay razón evidente para ceder a la mitología de las TIC liberadoras de las restricciones sociales, geográficas y políticas que pesan sobre los individuos, ni de verter en la representación dicotómica de las movilizaciones virtuosas que enfrentarían a las autoridades maléficas y desconectadas. Las TIC son también instrumentos contra-revolucionarios (Morozov) que alientan los actores económicos o de los Estados, y también administradores de infraestructuras que controlan a los operadores técnicos (proveedores de servicios, empresas nacionales de telecomunicaciones, etc...). El antiguo régimen de Ben Ali, por ejemplo, obedeció mandatos paradójicos: él era parte de estos Estados que, haciendo de las NTIC armas de vigilancia y control, reprimiendo severamente a los cyber-activistas más arriesgados, estaba también en el origen de todos los accesos a las TIC (Touati).

No hay la menor duda que las TIC alientan y renuevan la participación política. En lo sucesivo, individuos y grupos se organizan y toman el destino en sus manos. Hay dos tipos de acciones ciudadanas que pueden ilustrar este empoderamiento: el ciberperiodismo propio de la web participativa (Pelissier) y los FabLabs (abreviatura de Fabrication Laboratory). Emergentes en África, como en todo el mundo, organizados en una red transnacional, a veces los FabLabs son espacios abiertos y colaborativos para la fabricación de objetos o herramientas digitales. Al igual que el FabLab «WoeLab» en Lomé, el FabLab es un «espacio de innovación compartido donde se elaboran cotidianamente nuevas aproximaciones de una colaboración productiva virtuosa» («WoeLab»). Estas experiencias fabrican lazos sociales y dan una estructura subyacente a las movilizaciones sociales organizadas y pragmáticas.

I -Movilizaciones y «TIC para el desarrollo»: una oportunidad para renovar viejos paradigmas

El objetivo de este número es, a partir de las movilizaciones en diferentes países, compilar las principales características, las genealogías para intentar elaborar una tipología de las movilizaciones que revisten diferentes formas. Las crisis políticas (Dobry) revoluciones, revueltas populares, movimientos sociales (Neveu) son tal cantidad de términos que convendrá delimitar sus contornos para analizarlos de manera relacionada con el uso de las TIC. ¿Hasta qué punto los medios digitales son los instrumentos de las movilizaciones? ¿Debemos pensar que son más bien los actores? ¿Cuáles son los grados de dependencia hoy, de los movimientos sociales de las TIC en los diferentes espacios sociales?

Abordar el concepto de movimiento social a través del fecundo campo de investigación que constituyen las TIC permite reactualizar, con una aproximación crítica, el paradigma de «medios y desarrollo». En efecto, los medios han sido considerados como instrumentos formidables de modernización y de transformación social (Lerner): ¿Acaso no se han atribuido hasta hoy estas virtudes a los medios digitales?

¿Cómo pensar la articulación de las TIC a los medios de comunicación tradicionales, es decir, la «confluencia mediática» (Guaaybess, 2012)? En el momento en el que los cyberactivistas organizados en redes transnacionales ignoran las fronteras de los Estados-Nación –vía las diásporas (Kiyindou y Miéré Pélage, Granjon), o para responder a una causa común- ¿cómo repensar para redefinir las relaciones llamadas «Norte / Sur»?

¿En el contexto de las movilizaciones, cómo pensar la brecha digital? El acceso a las herramientas digitales tiende a generalizarse, pero el factor de exclusión mayor ¿no es la falta de educación sobre los medios digitales y la Internet? Los Fablabs que se desarrollan en África, mencionados anteriormente, ¿son los signos de advertencia de un reequilibrio de los accesos a las herramientas digitales? La línea de separación que distingue aquéllos que sufren de «illectronismo» (Laulan 2006 Laulan Lenoble-Bart y 2014) o de la «incapacidad práctica» frente a los medios digitales (Cardon y Granjon). Es decir que, ¿las movilizaciones de la web participativa y las TIC tienen sus castas?

II- Movilizaciones, TIC y temporalidades

Las TIC, a la inversa de los medios de comunicación tradicionales son los medios de la inmediatez, de la urgencia, y de la interacción en tiempo real.

Por lo tanto, ellos inducen, cuando lo no imponen, nuevas temporalidades a los movimientos sociales.

El uso de los medios digitales puede servir para movilizar grupos de individuos antes de la movilización, infundir mensajes, alimentar la maquinaria contestataria durante las manifestaciones de protesta, y proporcionar después un marco interpretativo a las movilizaciones. ¿Cómo se articulan estos tres momentos?

Los movimientos de protesta constituyen a veces una reacción coyuntural, por ejemplo, una decisión tomada desde arriba (como los brasileños manifestantes en 2014 en contra de la celebración de la Copa Mundial de fútbol en la capital) o traducir un malestar recurrente, más estructural que estalla un gran día.

Por último, ¿podemos hablar del «shock de temporalidades» cuando el tiempo de reflexión y de acción política se confrontan con la velocidad y lo efímero de un tweet?

III- TIC y movilizaciones-: entre las expresiones colectivas ciudadanas y manifestaciones de las identidades individuales.

Los usos de las TIC traducen las reivindicaciones diversas presentadas por los actores con identidades plurales.

Los territorios de los actores de las movilizaciones no son siempre tangibles, su geografía es más fluida. A la hora de las comunidades y las redes digitales, los contornos de estos territorios reales y simbólicos reposan con ventaja sobre actores anclados o no en un espacio preciso. Las motivaciones de los opositores, de los insurrectos, de los activistas digitales pueden inscribirse o no en el marco de los Estados-Nación (Badie, 1995): la oposición canónica a los regímenes autoritarios -si ella es central y si merece que se detenga- no es la única causa de las movilizaciones. Otras razones prevalecen, y que van con la ampliación del espacio público, que ha sido posible gracias a las TIC (Cardon y Granjon). Ellas están ligadas a reivindicaciones identitarias o categoriales (por ejemplo, los levantamientos de los homosexuales, los grupos étnicos, religiosos o laicos, los abogados, los jóvenes graduados, etc ..), como las reivindicaciones para una mejor redistribución de los recursos. Puede tratarse de opiniones públicas, nacionales o internacionales (Badie, 2005), encarnadas por manifestantes movidos por la misma causa.

Así las TIC ofrecen una gama infinita de expresiones políticas y culturales. Por una parte, el ciberperiodismo corresponde a una ruptura en la historia del periodismo, especialmente en países donde los órganos del Estado

constituyen las principales fuentes de información. ¿Cómo definir en diferentes contextos el lugar del « periodista ciudadano »? Los usuarios de las TIC, a la vez productores y públicos, evidencian en momentos de crisis sociales de creatividad, de inventiva, de una capacidad reorientar las modalidades de uso de las herramientas digitales para, en última Instancia, crear lazos sociales. Fotos, dibujos, textos, vídeo... circulan de red en red, amplían el espacio público, y enriquecen los espacios de intercambio. La expresión ciudadana y la expresión de sí mismo renuevan de las identidades colectivas.

Fecha límite de presentación: 1 de marzo 2014

Propuesta de artículos (4000 caracteres con espacios incluidos) deberán enviarse antes del 30 de enero a (Tourya.GUAAYBESS@univ-bpclermont.fr) et Nicolas Pélissier (nicolas.pelissier@unice.fr).

Los artículos serán sometidos a una evaluación de doble ciego por dos expertos anónimos.

Idiomas aceptados: francés, inglés, español, portugués, árabe, swahili.

El volumen de los artículos será de 35.000 caracteres incluyendo, espacios, bibliografías, resúmenes y palabras clave. Cada artículo deberá estar precedido por un resumen traducido a un idioma diferente al del artículo. El tamaño del resumen será de 20 líneas. Uso tipográfico Times cursivas 9 puntos, interlineado 11 puntos.